



UFFA-CFDT

47-49 Avenue Simon Bolivar
75950 PARIS CEDEX 19

Communiqué de presse du 9 juillet 2010

La crise entre les représentants des administrateurs civils et le gouvernement est désormais ouverte

Convoqués par le ministre de la Fonction publique, à l'occasion de la réunion de leur commission administrative paritaire interministérielle le 7 juillet, les représentants des administrateurs civils ont quitté la salle pour manifester leur mécontentement face au comportement de l'État employeur.

La CFDT, organisation majoritaire chez les administrateurs civils, dans une tribune du journal Le Monde, en avril, avait dénoncé la méfiance envers les fonctionnaires, la brutalité et la politisation qui caractérisent la gestion actuelle du gouvernement.

En réponse, le Directeur général de la Fonction publique avait annoncé à la CFDT que le gouvernement fixerait des orientations pour conforter le rôle et la place de la haute fonction publique dans la mise en œuvre des politiques de l'État. Cet engagement n'a pas été tenu.

Le 7 juillet, les représentants CFDT des personnels ont dû se résoudre à constater ce qui leur apparaît désormais comme une déconnexion inquiétante avec la réalité.

En modifiant le classement de sortie de l'ENA et en refusant toute régulation collective dans les premières affectations des élèves, le gouvernement a créé une véritable pagaille. Au lieu d'en tirer les conséquences raisonnables et de l'accompagner, un nouveau décret en date du 2 juin, étend le désordre à l'affectation des administrateurs civils issus du tour extérieur.

Enfin, les administrateurs civils CFDT protestent contre le coup de force du ministre, consistant au mépris des textes légaux, à modifier unilatéralement la date de leurs élections professionnelles.

La CFDT Fonction publique renouvelle sa demande au gouvernement de prendre d'urgence des mesures pour mettre un terme à la grave crise que subit le haut encadrement de l'État.